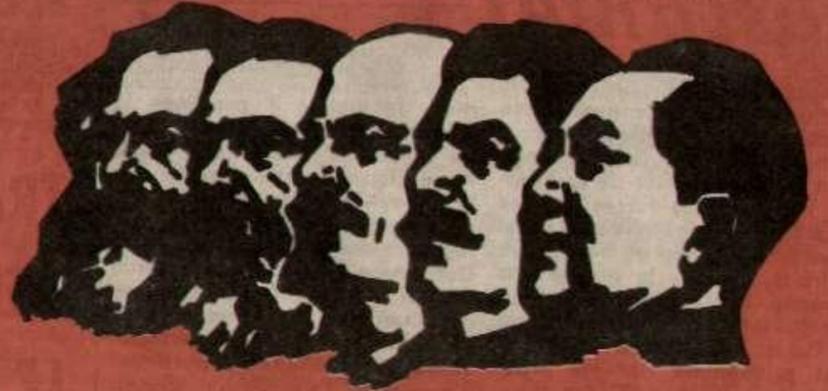


front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 148

2,00 F

suivons la voie des héroïques communards de 1871

EN AVANT VERS LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

18 mars 1871, Paris est assiégé par les troupes prussiennes. Le gouvernement bourgeois dirigé par Thiers ne songe qu'à une chose : capituler, livrer Paris aux envahisseurs, leur faire désarmer le peuple parisien qui refuse de céder aux injonctions de Thiers et de rendre les armes. C'est dans cette situation que les ouvriers parisiens retournent leurs fusils contre leur propre bourgeoisie, obligent le gouvernement à s'enfuir à Versailles, et en même temps qu'ils organisent eux-mêmes la défense de la capitale, bouleversent l'ordre ancien, jettent les bases d'une société nouvelle : c'est la Commune de Paris.

Plus de cent ans après, la Commune de Paris reste un exemple précieux pour tous les peuples du monde et particulièrement pour le prolétariat de notre pays. Même si la Commune n'a été qu'éphémère, même si la bourgeoisie, les versaillais, sont arrivés à la fin du mois de mai 1871 à écraser, au terme d'une répression sanglante sans équivalent dans notre pays, cette première expérience du pouvoir des ouvriers, les enseignements révolutionnaires de la Commune ont une portée décisive y compris pour la révolution que nous devons accomplir aujourd'hui dans notre pays.

Enseignements révolutionnaires par ses succès d'abord, par tout ce qu'elle a réalisé ! La Commune de Paris a montré comment le nouveau pouvoir devait et pouvait rompre avec toutes les formes anciennes du pouvoir bourgeois : rupture avec le Parlementarisme bourgeois, où chaque élection ne sert que de paravent à la désignation des représentants des classes dominantes qui font fouler au pied la liberté des travailleurs. La Commune en étant un « corps agissant », composé d'élus révocables à tout moment, sur l'appréciation des travailleurs qui jugent les actes,

était tout le contraire du moulin à paroles qu'est un parlementaire bourgeois. Rupture avec le fonctionnarisme bourgeois, c'est à dire avec l'accumulation dans les rouages de l'état de fonctionnaires grassement payés, chargés pour l'essentiel au travers de tâches multiples (administratives, justice...) d'appliquer les lois répressives sur les travailleurs. La Commune a non seulement supprimé ces lois répressives, mais confié la besogne administrative, qui inévitablement subsiste, à de simples travailleurs payés comme les ouvriers, élus et révocables à tout instant. Rupture avec la démocratie bourgeoise et tout son cortège de libertés formelles, droit de réunion, liberté de presse... qui sont en fait inaccessibles aux travailleurs par toute une série d'obstacles dressés devant eux : salles non disponibles, prix élevé, interdits... La Commune en multipliant les clubs, les journaux révolutionnaires a montré l'exemple du contenu d'une démocratie prolétarienne, a montré en quoi elle est dix mille fois plus démocratique que toute démocratie bourgeoise. Rupture avec les détachements armés mis spécialement sur pied par la bourgeoisie (armée, police...) pour réprimer les masses, et leur remplacement par le peuple en armes... Toute la Commune démontre que les prolétaires quand ils prennent le pouvoir ne peuvent faire fonctionner à leur compte l'ancienne machine d'Etat, mais doivent complètement la briser, la détruire de fond en comble et en édifier une nouvelle.

Enseignements révolutionnaires de la Commune par les leçons qu'on tire de son échec, de ce qu'elle n'a pas pu faire.

Sur les alliances nécessaires que la classe ouvrière doit nouer avec la majorité des paysans, les paysans pauvres, une

(SUITE PAGE 2)



Les femmes défendent une barricade.

• Lycéens
et collégiens
à l'action
contre la
réforme Haby

P.4-5

• PORTUGAL :
Les masses mettent
en échec Spínola
Vigilance face aux
manoeuvres des
deux super puissances

P. 7

le 22 mars à Liévin

TOUS AU TRIBUNAL POPULAIRE

EDITORIAL

(SUITE DE LA PAGE 1)

partie des paysans moyens. Les versaillais ont pu briser la commune de Paris parce qu'elle était isolée du reste de la France ; pas tant des autres centres ouvriers qui érigèrent eux aussi une Commune en de nombreux endroits, que de la masse des paysans. Les troupes versaillaises qui ont brisé la Commune de Paris, c'était des régiments faits prisonniers par les prussiens et rendus à Thiers pour cette sale besogne ; ils étaient en majeure partie composés de paysans enrôlés pour la guerre !

Sur la nécessité d'une direction politique ferme et unique sur tous le processus révolutionnaire, capable aux différentes étapes de fixer les choix tactiques à faire, capable de maintenir au travers des différentes épreuves l'orientation tactique à suivre ; par exemple, le fait de laisser les versaillais reconstituer leurs forces et préparer leur attaque au lendemain de leur défaite du 18 mars, erreur commise par la Commune, provient de l'absence d'une direction claire sur la lutte à ce moment-là, capable de faire saisir aux masses que toute victoire partielle ne se transformera en succès que si la totalité des forces de la bourgeoisie, de son appareil d'Etat, lui sont confisquées, sont brisées !

Aujourd'hui ces leçons sont clairement reniées par les faux communistes du P « C » F. Même si frauduleusement ils en viennent parfois à se réclamer de la Commune de Paris, ils cachent soigneusement aux travailleurs ce qu'il y avait de nouveau et de décisif pour les révolutions à venir, dans les tentatives héroïques des Communards de 1871. Défenseurs zélés du « passage pacifique au socialisme », de la « voie parlementaire » ils ne retiennent dans la Commune que ce qu'ils veulent y voir, c'est-à-dire surtout pas que les Communards c'était un peuple en armes, qui grâce à cela avait pu jeter bas les fondements de l'Etat bourgeois. Ils cachent soigneusement aux travailleurs le rôle fondamental des piliers de l'état bourgeois que sont l'ar-

mée, la police : protéger la dictature de la bourgeoisie contre toute tentative révolutionnaire. Ils affirment compter sur le « loyalisme sans faille des officiers » et se gardent bien de rappeler aux travailleurs que la Commune a échoué parce qu'elle n'avait pas écrasé complètement les forces de la bourgeoisie, parce qu'elle l'avait laissé se reconstituer un potentiel d'agression. Le programme commun seule solution que le P « C » F propose aux travailleurs, ne répond en rien aux aspirations révolutionnaires des travailleurs, travestit complètement ce que pourra être le socialisme dans notre pays !

Aujourd'hui les héritiers de la Commune, ce sont ceux qui tracent hardiment le chemin de la révolution, qui montrent qu'elle est possible dans notre pays, compte tenu de la grave crise politique qui secoue l'impérialisme français. Affirmer le drapeau de la Commune en France en 1975, c'est rejeter résolument toutes les ballvernes des faux communistes du P « C » F et des réformistes du PS, rejeter leur voie de garage, qu'est l'union de la gauche. C'est prendre en main la construction du véritable parti communiste capable de trouver dans les luttes, dans les usines, dans les quartiers les perspectives de notre révolution, du socialisme à construire. C'est montrer aux ouvriers et aux paysans qui aspirent à la révolution que cette révolution est possible, qu'ils doivent nouer une solide alliance pour balayer le pouvoir de la bourgeoisie, pour instaurer leur pouvoir, le pouvoir des ouvriers et des paysans !

**OUI, NOUS RELEVERONS LE DRAPEAU DES HEROIQUES COMMUNARDS !
OUI, LA REVOLUTION EST POSSIBLE !
TRAVAILLEUR REJOINS TON PARTI, LE P.C.R. (ml).**

Renault :

LES TRAVAILLEURS AFFRONTENT LE CHANTAGE DE LA DIRECTION

M. travaille à la chaîne des R 16, à l'île Seguin de Billancourt. Ou plutôt il aurait dû travailler, car ce lundi, pour lui, c'est chômé. Il est venu « voir », nous explique-t-il et nous continuons à discuter :

Q : La direction dit qu'elle vous met en chômage technique parce qu'il n'y a pas de stocks. C'est vrai ?

R : Oui, c'est ce qu'ils disent... Après avoir réfléchi un peu, il ajoute : mais je n'y crois pas. D'abord au Mans, ils ne travaillent pas normalement puisqu'ils coulent la production, mais ils travaillent aussi pendant les heures chômées. Sortant un papier de sa poche : Regardez, on a tous reçu une lettre, vendredi, de la direction, c'est uniquement pour nous intimider ; il est écrit par exemple : « Si le travail ne reprend pas normalement à l'usine du Mans c'est l'augmentation inéluctable des journées de chômage (...) et même la fermeture totale » et plus loin : « à terme, c'est votre emploi qui est menacé » Alors c'est clair : stocks ou pas stocks, la direction veut faire peur avec la crise...

Q : Oui, mais à Billancourt, il n'y a pas un grand mouvement...

R : C'est vrai il y a trois semaines, à la chaîne où je travaille, on a fait un jour de grève, mais on avait bien l'intention de continuer. Mais le soir, les délégués sont venus et ils n'étaient pas d'accord pour nous soutenir si on continuait... C'est ça qui a cassé la grève.

Q : Que penses-tu de ce que proposent les syndicats maintenant ?

R : Cela fait 15 jours qu'ils font faire une heure de grève par-ci, 2 heures par là... Mais les gens n'en veulent pas de ces grèves-là. A quoi ça sert ? Toi tu y perds de l'argent, mais la direction s'en fiche complètement ! C'est comme les rassemblements... l'autre lundi j'ai été Place Nationale, il n'y avait presque personne. Aujourd'hui c'était rue Point du Jour, soit-disant pour aller voir le ministre du travail... Qu'est-ce que ça peut faire ?

Depuis 15 jours, la direction accentue sa pression pour faire céder les ouvriers :
— les licenciements sont maintenus
— chantage ouvert à la « crise » : tous les ouvriers ont reçu une lettre d'intimidation émanant de la direction et tentant d'isoler les ouvriers du Mans. La direction les accuse même de « faire le jeu des concurrents » !
— nouvelle mesure de chômage partiel : ce lundi, 20.000 ouvriers ne seront plus payés ; comme par hasard, ce sont les OS les premiers touchés : 4.500 à l'île Seguin (Billancourt) où plus de 90% des ouvriers sont immigrés, 7.500 à Flins, 1.000 à Sandouville...

Le chantage est clair : ou bien vous acceptez les réductions de salaire, le chômage partiel qu'on vous impose, ou bien ce sera encore pire. Mais les ouvriers disent non à ce chantage et mettent largement en cause les directions syndicales. Les débrayages d'1 heure ou 2, atelier après atelier, les rassemblements hors de l'usine donnent juste l'impression que les syndicats « font quelque chose ». Mais on est loin de la « puissante riposte » annoncée par l'Humanité. Des questions que posent les ouvriers de Billancourt à leurs directions syndicales — Pourquoi n'ont-elles pas organisé un mouvement d'ensemble ? Où sont passées les revendications du 170 pour les OS, du maxi pour tous ? Pourquoi les délégués ont-ils dit d'arrêter quand on a commencé la grève ? — montrent bien à quoi se heurte la volonté de lutter contre le chantage à la « crise ». Non, les ouvriers de Renault ne baissent pas les bras devant les menaces de la direction ! Au Mans, ils continuent la lutte qu'ils ont imposée aux directions syndicales, le coulage des cadences, le boycott des heures chômées. Mais partout, à Billancourt comme au Mans, les ouvriers se heurtent, dans leurs aspirations à une lutte énergique et d'ensemble, aux directions syndicales, aux propositions révisionnistes et réformistes ; ils prennent plus profondément conscience que la lutte contre la « crise » de la bourgeoisie passe par la lutte contre le programme commun, contre les solutions réformistes.

Q : Et les revendications des syndicats ?

R : Moi, je ne sais plus. Au début on avait fait grève pour avoir le maxi (depuis 5 ans je suis toujours au mini)... maintenant, il y a les heures chômées, les licenciements, les salaires... évidemment c'est important mais les gars ne se sentent pas concernés directement comme pour le 170 (échelon demandé par les OS) ; c'est pour cela aussi qu'il n'y a pas la grève...

Q : Est-ce que tu peux préciser ? Tu penses que ce n'est pas à cause du chantage de la direction ?

R : Oui, dans mon atelier, les gars

étaient bien décidés à faire la grève... En 73, on avait bien fait un mois, mais ils ne veulent pas partir comme ça, en sachant que les délégués tourneront leur veste comme ils l'ont déjà fait. J'étais syndiqué... mais je n'ai plus confiance, et si on fait grève, c'est pour obtenir ce qu'on veut ; alors il faut des délégués en qui on a confiance. On dit « les gars ont peur du lock-out », certains c'est vrai, mais c'est les syndicats qui le répètent tout le temps. A mon avis si les gars ne partent pas en grève, c'est parce que les syndicats ont tout morcelé, en organisant des actions différentes dans les ateliers et pas au même moment. Maintenant les gars se posent des questions.

Billancourt 14 h. Le 17 mars.
(Recueilli par Annie COSSIN)



Meeting des pistoléteurs à l'intérieur de l'usine...

bref ...en bref ...en bref ...en bref ...en bref

Roanne Solmer, Merlebach : CAPITAL ASSASSIN !

TANNERIES DE ROANNE

A Roanne, le 2 février, un ouvrier turc a été victime d'un accident de travail aux tanneries ; il travaillait seul dans un atelier des tanneries, quand il fut happé par l'arbre de transmission du moteur. La tête et membres fracturés, il fut tué sur le coup. C'est un ouvrier d'un atelier voisin qui arrêta le moteur. Fatalité ? Non : crime du capitalisme qui surexploite les travailleurs (certains font jusqu'à 14 heures de travail par jour)

et n'assure aucune sécurité de travail (les courroies ne sont pas protégées).

Le Comité de Soutien local à la Commission Populaire d'Enquête de Liévin, qui a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures, a contribué à l'enquête et dénoncé ce nouveau crime du capital, par affiche.

39ème MORT A LA SOLMER

Lundi 10 mars, vers 19 h 30, Jean-Luc Aucouturier, ouvrier intérimaire de la Fostraus, travaillant à la Solmer, est mort écrasé sous son « Clark », (appareil de levage) qui s'est renversé lors d'une manœuvre de l'aciérie.

L'enquête engagée par nos camarades a révélé que ce genre d'accident est fréquent, du fait des vitesses imposées aux caristes. Aucune mesure de protection n'est prévue pour assurer la sécurité du cariste en cas de renversement du Clark. L'information sur cet accident de travail a été complètement bloquée par la direction pour empêcher que ne se développe un mouvement de solidarité.

« HOUILLERES ASSASSINS »

Zidane Ikief, un travailleur algérien, père de 3 enfants, a été tué jeudi dernier dans un « accident du travail », aux Houillères de Lorraine, à l'étage 826, à Merlebach. Il a fait une chute de 35 mètres.

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à **FRONT ROUGE QUOTIDIEN**

1 an	3 mois	Nom
250 F	80 F	Prénom :
		Profession
6 mois	1 mois	Adresse
150 F	30 F

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à
F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

abonnez vous
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE	
pli normal 1 an	80 F
	3 mois 20 F
pli fermé 1 an	160 F
POUR L'ETRANGER	
écrire au journal qui fournira le tarif.	

TOUS AU TRIBUNAL POPULAIRE

Programme



Le 31 décembre, les mineurs exigent que la vérité soit faite. Le 22 mars, le Tribunal Populaire de Liévin.

1ère PARTIE

conclusion de la Commission Populaire d'Enquête sur la catastrophe du 3 de Lens et sur la sécurité dans les mines

Avec les témoignages de mineurs rescapés et de sauveteurs de la fosse 3, de mineurs de la fosse 4, et de la fosse 7 de Lens, de l'UP 6 de Bruay, avec des ingénieurs des mines...

2ème PARTIE

les mineurs accusent

- le salaire au rendement
 - la répression dans les fosses et les corons
 - la médecine des mines qui les traite comme du bétail
 - la silicose qui les fait mourir à petit feu...
- avec des témoignages de mineurs silicosés, de femmes et de fils de mineurs, de jeunes licenciés par les Houillères, avec la participation de médecins et de travailleurs hospitaliers.

3ème PARTIE

non, la mine n'est pas maudite oui, la lutte est possible

Avec des mineurs de Faulquemont et de Montceau-les-Mines...

4ème PARTIE

compte rendu du colloque sur les "accidents du travail"

qui aura lieu le samedi 22 mars au matin, avec des syndicalistes CGT et CFDT, des travailleurs de toute la France : des ouvriers de Lip, d'Usinor Dunkerque, des ouvriers du bâtiment, du textile de Roubaix, de Fos-sur-Mer...

Samedi 22 mars à 14 h 30, au cinéma Apollo à Lens
En face de la gare S.N.C.F.

**UNE CENTAINE
DE PERSONNALITES
A DEJA SIGNE
L'APPEL POUR
LE TRIBUNAL
POPULAIRE**

A Liévin face à la mort de leurs 42 camarades, les mineurs ont massivement signé une pétition qui disait : « 42 mineurs envoyés à la mort, ça suffit. Nous refusons la logique du profit, les salaires de misère, le salaire au rendement. »

« Nous imposerons le maintien des puits avec une sécurité réelle, des logements décentes entretenus par les Houillères, une médecine au service des mineurs et de leur famille. Nous imposerons toute la vérité sur « l'accident » de Liévin, sur les conditions de travail dans tous les puits. »

Rassemblés dans le cadre de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin, des mineurs, des ouvriers de la région, des jeunes appellent à la tenue d'un Tribunal Populaire.

Nous appelons à soutenir l'action de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin.

Nous soutenons le projet de dresser un réquisitoire dans un Tribunal Populaire pour faire connaître la vérité sur « l'accident » de la fosse 3.

Nous soutenons son projet de faire de ce Tribunal un vaste réquisitoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans les usines de France.

AUBERT, assistant fac de Vincennes
AUGER, employé sécurité sociale
BARDELAY G., docteur
BASCHET Cl., psychiatre
BATAILLE J., Chirurgien
BECCHIO M., docteur
BERGEZ, docteur
BODIN M. Th., professeur
BOUTIN J., sage-femme
BOUTIN P., gynécologue
BRADFORD M., docteur
BRAUN G., avocat
BRUN ANKER M., docteur
CALVET J.-L., journaliste
CASSOU B., docteur
CHAPOUILLET, prof. cinéma Vincennes
CHEFTEL N., infirmière
CHESNEAUX, professeur
CHICHE R., professeur
CIXOUS H., écrivain
CLAIRE, chanteuse
CLAUZURE E., professeur
DAVANT P., assistant en écologie

DAVEZIES R.
DE BOSSCHERE, écrivain
DELLA SUDDA F., professeur
DENAIS P., docteur
DOMENACH B., avocat à la Cour d'Appel
DROUET Minou, chanteuse
DURAND L., journaliste
DUVAL M., docteur
ENGEL T., cinéaste
ENRICO R., cinéaste
FAYE J.-P., écrivain
FOISSY G., auteur dramatique
FONTY P., chanteur
FONTY B., gynécologue
Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote
FRONT CULTUREL
ALSACIEN
GAIGNARD H., professeur
GINES A., infirmière
GODEFROID P., docteur
Groupe Information Santé
GUERIN D., écrivain

HERVE Ch., docteur
JABLONSKA W., prof.
JALEE P., économiste
KARMITZ M., cinéaste
KARSENTY S., sociologue
KOSKAS H., avocat
LABROUSSE A., prof.
LACOUTURE J., journaliste
LAURIDAN M., cinéaste
LEDOC R., docteur
LEIRIS M., écrivain
LENTIN A.-P., journaliste
LEONET C. secret. artist.
LETOURNEUR Y., prof.
LEVALLET D., musicien
LIOT F., prof. hôp. Cochin
LOI M., écrivain
LUCAS, docteur
LUCIANI S., cinéaste
MONOD Th., membre de l'Institut
MOULIN R.M., prof.
MOUVEMENT ECOLOGIQUE
MURY G., écrivain
PAGNIER F., docteur

PETIT J.Y., chirurgien
PETILLOT Ph., docteur
PICARD R., docteur
PICART-LEDOUX J., peint.
PIELA R.
RINGENBACH, pasteur
ROBAIN O., Docteur
ROBISSEAU J.-Cl., Sigma
Chanson Bordeaux
ROSSI G., docteur
ROUMEAS Ma., docteur
SARDINA J., docteur
SARTRE J.-P., écrivain
SIFFERT R., chanteur
SINIYVINE P., musicien
SOLLERS Ph., écrivain
SOMMER J., chanteur
SZPIRGAS R., dentiste
TUSQUES F., musicien
UPSON M.
VAL Ph., chanteur
VILLARD P., professeur à la Sorbonne
VINCENT J.-P., metteur en scène TN Strasbourg
YVART J., chanteur

HOUILLERES ET REVISIONNISTES CONTRE LE TRIBUNAL POPULAIRE

L'ingénieur Coquidet du groupe de Lens, réunit porions et chefs porions, en leur disant à peu près « dans tel ou tel chantier, payez les gars à la journée (c'est-à-dire au dessus du barème) même s'ils n'ont pas fait leur rendement ». La réouverture du chantier du 3 de Lens, celui de l'accident qui était prévue pour le 17 mars, est reportée en avril. On propose à plusieurs mineurs dont 3 rescapés d'être porions, en rappelant : « pour devenir porion, il faut pas se faire remarquer », etc... A quelques jours du Tribunal Populaire, les Houillères veulent prouver « qu'elles n'ont rien à se reprocher, que le mineur est bien traité ».

Dans le même temps, la police intervient de plus en plus fréquemment pour essayer (vaine) d'empêcher le déroulement normal de la campagne d'information et de signatures pour le Tribunal : contrôles, patrouilles fréquentes. Ainsi jeudi, dans les rues de Lens et de Liévin, aux sorties des fosses, notamment de la 7 à Lens, sur le marché de Lens, où la police a embarqué les diffuseurs de l'appel au Tribunal. Les gardes des Houillères collaborent directement avec la police qu'ils préviennent comme l'autre jour à la 7, où dans le fourgon de police ils tachaient de se renseigner mutuellement sur les diffuseurs qui continueraient de faire signer l'appel. Les gardes des Houillères s'acharnent sur les affiches pour le Tribunal de

samedi prochain, ce qui n'empêchera pas que celui-ci soit déjà largement connu.

Pour le jour même du Tribunal, on voit fleurir des initiatives qui ne sont sans doute pas toutes simples coïncidences, tels ces nouveaux concours de belotte qui commencent à être annoncés. Le P « C » F, dit-on, n'y serait pas totalement étranger. Lui aussi est gêné par ce rassemblement de travailleurs samedi prochain, lui qui depuis la catastrophe de Liévin, a observé la plus grande discrétion en ce qui concerne les luttes à mener pour la sécurité. C'est peut-être cette gêne qui l'amène à employer dans son journal de Lens « l'avenir » de mars-avril, un langage qu'on ne lui connaît point : « c'est le profit qui est à l'origine du crime » écrit-il à propos des accidents du travail. Il poursuit avec un langage « dur » en parlant du profit « là où le travail est payé à la tâche » alors que le P « C » F refuse toujours de condamner le salaire au rendement, le salaire à la tâche. Le langage n'est pas dû à des rédacteurs de la section de Lens qui ont mal compris la ligne du P « C » F, il est une manière de dire : « nous aussi, nous accusons les Houillères », sous-entendu « pas besoin du Tribunal Populaire ».

Ces manœuvres diverses, pas plus que la répression, n'empêchent la préparation du Tribunal Populaire !

A quelques jours du Tribunal Populaire, nous avons demandé à des mineurs de la Commission Populaire d'Enquête ce qui a changé pour eux depuis qu'ils se sont réunis dans la Commission, et avec l'intervention du Parti.

— François, 30 ans, abatteur à la fosse 4, était à la fosse 3 jusqu'au jour de l'accident et était sauveteur.

— Roland, 43 ans, 28 ans de fond, abatteur à la fosse 7.

— Robert, 45 ans, bowetteur à la fosse 4.

Roland : Avant, il n'y avait rien.

François : oui, avant il n'y avait rien. Les syndicats, c'est tout. C'est là pour te vendre une carte et c'est tout.

La différence d'abord, c'est qu'avec la Commission Populaire et le PCR (ml), on découvre ce qui se passe, et on le voit publiquement : avec le journal (Front Rouge, le Mineur Accusé) tout le monde le sait par ici. J'en suis sûr et certain, tout ce qui a été dit depuis le début, beaucoup y pensaient mais ne l'avaient jamais vu dans un journal, que ce soit « Relais », « La voix du Nord », « Nord Matin », ou même « Liberté ». Par exemple sur la médecine des Houillères, tout le monde pensait ça, mais jamais un parti ne l'avait écrit publiquement dans un journal. D'ailleurs pour la médecine, les syndicats sont d'accord avec les Houillères (caisses de secours des Mines).

Robert : Les Houillères font arracher les affiches parce qu'elles ont peur que ce qui a commencé fasse bouger les gens.

François : déjà avec le battage qui s'est fait, ils ont mis du matériel neuf de sécurité, des staffanels, parce que le journal Front Rouge dit : « il n'y a pas eu de staffanels, il n'y a pas eu ci, il n'y a pas eu ça », ils renouvellent parce qu'ils craignent que tout ce qui a été dit, ça joue sur les camarades.

Robert : les syndicats eux, ils ne nous mettent plus au courant de rien. Quand ils décident de faire quelque chose, ils décident de faire quelque chose, ils signent avec les mines. Par exemple les mines prennent une décision, beaucoup d'ouvriers ne le savent pas. Les syndicats devraient faire des réunions et dire : « les mines nous demandent de signer, est-ce que vous êtes d'accord ou non ? »

Mais on ne nous demande pas ça. Ils règlent la question avec les grosses têtes, et nous, nous nous faisons avoir.

François : C'est pour cela que les gars hésitent encore à venir avec vous.

Roland : La Commission fait un très bon travail mais certains mineurs demandent encore à voir. Pour la pétition certains sont encore indécis. Mais les gars ont commencé à discuter et à comprendre par qui la défense du mineur est faite.

Malgré les pressions des directions syndicales, les copains de la CGT et de la CFDT ont commencé à s'interroger sérieusement pourquoi nous faisons ça ?

Sur l'Union de la Gauche

Robert : Si c'était Mitterrand qui était passé à la place de Giscard d'Estaing, nous en serions au même point. La gauche au pouvoir ? On n'oubliera pas 44-47 où il fallait travailler comme des dingues. La médecine ce n'était pas mieux, sinon pire, qu'aujourd'hui.

François : il faut changer de régime parce qu'il y a trop d'injustice, trop de différences entre l'ouvrier et celui qui n'a jamais travaillé et possède tout. Ces gens là possèdent tout, même des milices privées.

Sur la lutte

François : Il faudrait que les travailleurs se réunissent régulièrement pour discuter de ce qu'il faut faire à la fosse, pas comme actuellement où les syndicats prennent des décisions sans nous demander.

Robert : Le médecin qui nous soigne, on lui mettrait un outil entre les mains, on le ferait travailler au fond et on lui dirait : « qu'est-ce que vous en pensez ? » Comme ça il verrait le travail !

Roland : Certains disent : « si on bouge, on va nous mettre dehors ». Et alors c'est un cercle vicieux, car si on ne bouge pas, il faut tout supporter. Et les Houillères elles bouffent les hommes petit à petit, elles les broient.

François : Au Tribunal Populaire, j'amènerai ma femme, mes enfants pour qu'ils comprennent. Il faut essayer de se comprendre entre mineurs, il faut faire un parti pour tous les travailleurs !

LYCEES ET C.E.T. A L'ACTION CONTRE LA REFORME HABY

UN VASTE MOUVEMENT CONTRE L'ECOLE DE CLASSE

La riposte de la jeunesse scolarisée au projet du ministre a été rapide et massive. Partout ou presque après les assemblées générales, les discussions et les débats du mois de février, l'action s'est engagée. Les grèves et les manifestations dont celles du jeudi 13 mars ont généralement bien mis en évidence la fonction et le sens de la réforme bourgeoise de l'enseignement :

Haby = sélection sociale renforcée, connaissances au rabais pour les futurs ouvriers.

Haby = adaptation stricte de l'école aux besoins de l'économie capitaliste (pré-apprentissage, CAP en deux ans, double bac...).

Haby = renforcement de la mainmise du patronat sur l'appareil scolaire (banques d'essai, contrats...).

Haby = démagogie et répression contre le mouvement de la jeunesse scolarisée.

Dans les CET, en même temps que le mouvement s'organise contre les conséquences du projet pour la formation professionnelle des futurs ouvriers, il prend l'offensive et se fixe des cibles intermédiaires concrètes : cahiers de revendications, cahiers de sécurité.

LE REJET DE L'ORGANISATION CAPITALISTE DE LA SOCIÉTÉ

A partir de la mise en accusation de l'école de classe, s'ébauche dans les différentes commissions mises en place ici ou là, une contestation plus large et plus marquée de toutes les formes d'oppression liées à la société capitaliste.

— contre les agressions et crimes impérialistes, pour la victoire des peuples du monde.

— contre l'armée de guerre civile, pour les revendications légitimes des soldats et la libération des appelés emprisonnés.

— contre la politique de crise, le chômage, les licenciements, pour la victoire des luttes ouvrières.

C'est toute son idéologie de division que la réflexion collective de la jeunesse scolarisée remet en cause. (Racisme, oppression de la femme, opposition jeunes-vieux etc...)

DES ASPIRATIONS CROISSANTES A « SERVIR LE PEUPLE »

Les collégiens et lycéens ont accueilli partout avec enthousiasme les propositions permettant une rencontre et un dialogue effectif avec la classe ouvrière : Tribunal Populaire, délégations aux usines en lutte comme à Renault, Grandin, Chauffour...

L'idée de porter dans les masses, pour qu'elles s'en emparent, la question de l'école capitaliste commença, de la même façon, à faire son chemin. Les jeunes voient de mieux en mieux :

— que les fils de la classe ouvrière, les plus nombreux à l'école, subissent au premier chef les mécanismes du tri et d'oppression qui fondent l'orientation de la majorité d'entre eux vers les classes pré-professionnelles ou les sections sans débouchés.

— que la classe ouvrière, de par son expérience de lutte et sa place dans la production, est aussi la mieux à même de saisir la contradiction entre la formation dispensée par l'école et la vie, entre les connaissances utiles à la transformation de la réalité et le verbiage idéologique qui les entoure.

— que, si de vastes secteurs de masses parviennent à faire entendre leur voix sur cette question, en même temps que les possibilités de victoire augmentent, les conditions

seront remplies pour l'élimination sans ménagement des derniers vestiges de confusion qui empêchent encore le mouvement de la jeunesse scolarisée de se constituer en tant que force révolutionnaire active, capable d'une action en retour sur les luttes d'ensemble.

MANOEUVRES REVISIONNISTES ET TROTSKYSTES

Les hésitations actuelles du mouvement (se mettre en grève ? Pour combien de temps ? Pour quoi faire ?) ne sont en fait rien d'autre qu'un refus spontané, encore embryonnaire des propositions trotskystes et révisionnistes.

— l'UNCAL (Union Nationale des Comités d'Action Lycéens animée par les révisionnistes) qui garde en tête le souvenir de ses échecs cuisants lors des années passées, a tenté de se donner une façade démocratique, combative et « unitaire ». La réalité c'est que les révisionnistes engagent aujourd'hui une pratique systématique de scission dans le mouvement.

* appel à la reprise des cours (sous prétexte d'effilage, de pourrissement)

* appel à des « actions » autonomes là où ils le peuvent. La réalité, c'est qu'ils entendent mettre la jeunesse scolarisée à la remorque des pétitions au ministre, des interventions révisionnistes à l'Assemblée, à la traîne du programme commun et des syndicats de professeurs.

— Quant aux trotskystes de la Ligue ils offrent comme d'habitude le même spectacle grotesque et lamentable de petits politiciens véreux, lâche-bottes de l'UNCAL, du SNES (Syndicat des professeurs) ou du parti révisionniste. Ils rejoignent aujourd'hui, presque partout, la tactique liquidatrice et démobilisatrice proposée par leurs amis révisionnistes.

Cependant, malgré la place que leur accordent les grands moyens d'information de la bourgeoisie, ils rencontreront chaque jour des difficultés accrues pour faire accepter leur ligne de capitulation.

DANS LA LUTTE, CONSTRUONS L'UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE !

En de multiples occasions, les jeunes communistes ont commencé à saper sérieusement l'influence de ces faux défenseurs de la jeunesse.

En s'appuyant, pour la conduite de la lutte, sur la majorité de leurs camarades, et non sur des petits groupes coupés des élèves.

En proposant la mise sur pied de commissions de travail, qui préfigurent un autre mode d'acquisition des connaissances, notamment par le contrat avec la classe ouvrière et le peuple.

Ils montrent à tous que la jeunesse scolarisée est capable non seulement d'une réflexion approfondie sur tous les grands problèmes de la lutte de classe, mais également d'une avancée consciente dans la définition d'une tactique juste permettant de porter la lutte à un stade supérieur.

Ils montrent qu'un processus peut s'engager partout, qui conduira à d'autres résultats que les échecs de ces dernières années, à la constitution d'une puissante force révolutionnaire dans la jeunesse, à sa jonction avec la lutte d'ensemble contre le capitalisme.

Jean-François VITTE



LES REVISIONNISTES ET LES JEUNES : DEMAGOGIE ET POP MUSIC

Porte de Versailles, au Parc des Expositions, une clameur salue l'arrivée sur scène de « Soft Machine » un groupe de pop music qui clôture le festival de la « jeunesse communiste ». Sous la pluie fine, des centaines de jeunes se pressent pour rentrer, tandis que d'autres s'en retournent rejoindre le car qui doit les ramener dans leur ville de province ou vers leur cité de banlieue. Ils sont quelques dizaines de milliers à avoir participé à ce festival organisé par le MJ « C » F, l'organisation de jeunes du parti révisionniste. Pour beaucoup l'occasion de se retrouver entre copains, écouter et voir les chanteurs qu'ils aiment, le programme est alléchant : Gilles Vigneault, Alan Stivell, Steve Waring et Soft Machine qui sont plus applaudis que Catala, le dirigeant du MJ « C » F.

La politique révisionniste occupe malgré tout une place importante dans ce festival, outre les rituelles inter-

ventions de Catala et d'Hermier (pendant lesquelles des jeunes dorment dans leur sac de couchage à proximité de l'estrade), divers forums se sont tenus, samedi et dimanche matin sur les questions politiques de l'heure. Aux jeunes, qui se révoltent en nombre croissant contre les conditions de vie et de travail, l'avenir sombre que leur réserve le système, les révisionnistes tiennent un langage en apparence révolutionnaire, et semblent faire appel à leur participation pour mener le combat anti-capitaliste. Au cours des forums, le micro circule dans la salle où quelques uns expriment leur révolte contre le chômage, la réforme Haby...

Pas de réponse non plus aux questions sur les formes de lutte pour arracher des améliorations immédiates, si ce n'est participer aux meetings communs de la gauche et signer des pétitions de soutien aux élus « communistes ». Les luttes menées actuellement par la classe ouvrière ont d'ailleurs été presque totalement passées sous silence. Il est significatif qu'aucun ouvrier de Renault par exemple, ne soit venu parler de la lutte menée actuellement, qu'aucun jeune travailleur ne se soit exprimé sur le déroulement des luttes actuelles.

Pas de perspectives de lutte pour les jeunes, c'est ce qui en fin de compte ressortait de ce « festival », et était ressenti par de nombreux présents.

PARIS : 40.000 LYCEENS ET COLLEGIENS MANIFESTENT

En tête de cortège, la banderole unitaire exigeant : « le droit à la culture pour tous, la gratuité des études », derrière prennent place des dizaines de cortèges de lycéens et de CET... plusieurs dizaines de milliers de manifestants.

Au départ, un « incident » faillit éclater, lorsqu'un flot de manifestants (200 ou 300) essaya de traverser le cortège des lycéens, afin de poursuivre son propre itinéraire, mais tout rentra vite dans l'ordre, il ne s'agissait que de la manifestation du SNESUP (syndicat d'enseignement supérieur dirigé par les révisionnistes) !!!

De nombreux drapeaux rouges apparaissent entre les banderoles sur lesquels on pouvait lire « Réforme Haby = rentabilisation » « Haby ça commence par un projet, ça finit par le profit ! » « Réforme Haby, réforme de classe »... autant de formules reprises en mots d'ordre...

Les élèves des CET participaient nombreux à cette manifestation, et aux mots d'ordre généraux qu'ils répétaient, ils ajoutaient leurs revendications spécifiques : « Liberté d'expression dans les CET », « Non à la mainmise du patronat sur les CET », « contrat d'apprentissage = contrat d'esclavage »...

L'UNCAL (organisation dirigée par les révisionnistes) qui les années passées considérait avec dédain les mouvements contre les lois Debré et Fontanet, avait jugé bon de participer à cette manifestation. Ce qui n'empêche nullement que le mot d'ordre le plus repris fut « Une seule solution la révolution » et que plusieurs fois les vendeurs « d'Avant Garde » (journal de la J « C ») se firent copieusement huer par les manifestants.

Arrivé au métro Barbès le cortège s'arrête et un travailleur immigré prend la parole pour expliquer pourquoi ses camarades avaient

été expulsés la veille, cette intervention fut vivement applaudie par les jeunes manifestants.

Après les mobilisations contre la loi Debré puis contre la loi Fontanet, le mouvement actuel contre la réforme Haby s'inscrit comme une nouvelle manifestation du « ras-le-bol », comme un refus de ce que la bourgeoisie peut proposer aux jeunes aujourd'hui. Au delà de la lutte contre une nouvelle réforme qui vise à essayer d'adopter l'école aux

besoins immédiats du capitalisme (et par exemple le mot d'ordre « Impérialisme en crise, école en crise » répondait à la prise de conscience de ce fait), c'est un refus du vieux monde bourgeois, d'une aspiration profonde à une autre école, à une autre société qui se manifeste même si la forme nécessairement socialiste que prendra cette société n'est pas encore perçue par l'ensemble des jeunes.

Pierre MOREL



Dans toute la France, les cercles jeunesse du PCR (ml) participent activement à la mobilisation contre la réforme Haby

Nous avons reçu les dizaines de correspondances des Cercles Jeunesse de toute la France (Chalon-sur-Marne, Alençon, Villefranche, Roanne, Macon, Metz, Boulogne-sur-Mer, Douai, Ivry, Vitry, Paris 14, etc...). Faute de place, nous ne pouvons les reproduire toutes ici. Un numéro spécial de Jeune Garde sur l'activité et les propositions des Cercles Jeunesse est en préparation.

SAUMUR :

La semaine dernière l'assemblée des délégués de classe vote le principe d'une réunion de tous les élèves avec 2 heures de grèves et d'information sur la réforme Haby.

L'AG se tient mercredi : 800 participants.

Sur proposition du Cercle Jeunesse, se constitue alors un comité contre la réforme Haby qui regroupe plusieurs dizaines de lycéens et élèves de CET. Ce comité prévoit de réaliser une exposition sur la réforme, de populariser la lutte sur les quartiers, d'organiser des débats sur les grèves ouvrières, l'armée impérialiste.

Mercredi 12 mars : la grève est votée avec une participation très importante. Le principe de piquet de grève est adopté et fonctionne parfaitement.

La lutte continue !

PS : l'humour ne perd pas ses droits :

nous avons organisé un concours du slogan le plus marrant contre Haby et un match de foot caricature Haby-Bigeard !

EPERNAY :

A la suite d'un tract jeunesse d'Eprenay, la lycée se met en grève jeudi matin. Il est rejoint aussitôt par le CET.

Le comité de grève mis en place aussitôt, en même temps qu'il se penche sur les revendications, se préoccupe d'organiser la lutte : débats sur les luttes ouvrières, sur l'école capitaliste, le socialisme en Chine, les centrales nucléaires... etc...

Les commissions mises en place regroupent des dizaines de lycéens. Notre Cercle va multiplier ses forces. Notre bulletin « Pages Rouges » spécial Haby est très bien accueilli.

BESANCON :

A la suite d'un tract du cercle jeunesse, l'AG des élèves du lycée technique décide d'une participation massive à la journée nationale du 13 mars. Des contacts sont pris avec les deux CET voisins, c'est une manifestation de 3000 participants qui s'ébranle avec comme slogan, « Pour l'école au service du peuple, une seule solution la révolution », « Non à l'école des patrons » etc...

A la suite de cette journée, une coordination est mise en place avec des camarades lycéens de Bruay, Auchel, Lillers, et les établissements de Béthune.

LARZAC :

LES PAYSANS POURSUIVENT ENERGIQUEMENT LEUR LUTTE

Samedi 15 mars, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Paris pour le Larzac. Des manifestations similaires ont eu lieu dans toute la France. Déjà au mois d'août, sur le Causse du Larzac, des dizaines de milliers de révolutionnaires, de progressistes, étaient venus pendant 3 jours manifester leur soutien aux 103 paysans menacés d'expulsion par l'extension du camp militaire.

La bourgeoisie n'en avait pas pour autant renoncé à son projet : au contraire, depuis le début de l'année, la procédure d'expulsion s'est accélérée.

* 8 janvier : le préfet de l'Aveyron commence la procédure d'expulsion sur ordre du ministre des Armées. Tout doit être terminé pour la fin de l'année... C'était sans compter sur la riposte des paysans.

* 12 février : c'était la date prévue pour le début de l'enquête parcellaire, qui devait permettre de déterminer exactement les terrains à acquérir, donc les expulsions à faire.

Double échec : d'après la loi, les paysans devaient se rendre eux-mêmes dans les mairies pour déclarer leurs terrains ! Ensemble, ils avaient décidé le boycott de cette enquête et s'organisent pour le mettre en pratique, pour le populariser.

Alors que le gouvernement comptait sur la complicité de plusieurs maires de la région jusque là passifs, la plupart ferment leur mairie : l'un d'eux refuse de recevoir le dossier d'enquête.

Donc, pour l'ouverture de l'enquête, les paysans sont prêts :

* dans la nuit ils enlèvent les dossiers et registres d'enquête dans les mairies de Millau et Creissels.

* le 12 au matin, plusieurs centaines de paysans, d'habitants de Millau, se rassemblent devant la mairie et s'opposent à la police et

aux gardes-mobiles venus en déga-ger l'entrée. La police recule. Et les paysans brûlent les dossiers, les convocations devant la sous-préfecture pour bien montrer leur détermination à refuser l'expropriation de la terre qui les fait vivre.

* à Millau et dans les autres communes, aucun paysan ne répond à l'enquête.

* du 20 février au 1er mars : les actions se multiplient ; continuant à prendre l'offensive, les paysans pénètrent dans les mairies, déchirent ou brûlent les dossiers d'enquête, expulsent le commissaire-enquêteur de la mairie de Millau.

* 5 mars : c'est la fin prévue pour l'enquête parcellaire. A la mairie de Creissels, les paysans fêtent leur succès dans la mairie occupée.

En décidant d'en finir avec l'affaire du Larzac, la bourgeoisie est

amenée à découvrir de plus en plus son vrai visage : plusieurs fois la police et les gardes-mobiles armés sont intervenus massivement... Alors que jusque là, face aux méthodes employées par la bourgeoisie pour intimider les paysans du Larzac (lettres, convocations...), certains paysans étaient favorables à la « non-violence », les actions de ces dernières semaines montrent la résolution des paysans à se battre jusqu'au bout pour leur terre.

La bourgeoisie n'a d'ailleurs pas tardé à trouver un nouveau moyen d'intimidation : les attentats, comme celui qui a ravagé dimanche dernier la maison d'Auguste Guiraud un des 103. Mais la riposte a été massive : Guiraud et les autres paysans du Larzac défilent en tête de la manifestation à Paris, criant « Gardarem Lou Larzac ! » « Non à l'extension du camp militaire » !



POLICE : UNE CAMPAGNE BIEN ORCHESTRÉE !

Après « l'affaire du Thélème » (la sauvage agression d'un avocat algérien par la brigade anti-gang de Poniatowski cf FR 147), la campagne de réhabilitation de la police a encore battu son plein toute cette semaine. Matracage à fond, radio, journaux, télévision, chacun s'est acharné à nous convaincre de la nécessité des opérations de Poniatowski, de la justesse des exactions de ses bandes armées. On a pu voir ainsi les arguments traditionnels archi-réactionnaires d'un « Parisien Libéré » repris un peu partout. Sans crainte du ridicule, chacun a tenu à donner de l'écho à l'appel du chef de la brigade anti-gang qui réclamait aux « Français » d'arrêter leurs coups de téléphone de soutien : ils risquaient, paraît-il, de faire sauter le standard. Cette campagne de presse s'est appuyée entre autre sur deux faits intervenus cette semaine, et exploités à fond par la bourgeoisie au point que l'on doit se demander si elle n'est pas directement l'instigatrice, sous une forme ou sous une autre. Il s'agit de la décision du maire de Sommedieu (près de Verdun), de créer une milice privée pour traquer les jeunes, et de la mort d'un jeune appelé, après l'explosion d'une bombe dans une consigne de la gare de l'Est.



Le café après le passage de la brigade anti-gangs

A Sommedieu, le prétexte à la constitution d'une telle « milice armée », c'est une des traditionnelles bagarre de café le samedi soir, où les jeunes, à qui la bourgeoisie n'offre aucun loisir et aucune perspective, prennent une part active. Le racisme anti-jeune suscité, développé par le très réactionnaire maire de ce village (il a promis d'engager les hostilités et de tirer tout de suite si les jeunes se représentaient dans le village, appelant les maires de France à faire de même !) a débouché comme dans quelques autres endroits sur la décision de créer une milice armée dite d'auto-défense. Faisant une large publicité autour de cette affaire, la presse, tout en faisant connaître la décision du préfet d'interdire la constitution de cette milice, en tire rapidement la conclusion : puisqu'il ne faut pas laisser se créer de telle milice (on ne doit pas se faire justice soi-même !), il faut pour faire face aux jeunes renforcer la police, justifiant ainsi les opérations et les exactions des bandes armées, de Poniatowski. Vous voyez bien, cette police si décrite pour la « bavure » du Thélème est plus que jamais nécessaire ; nous avons bien besoin de ces opérations rapides et efficaces !

A la gare de l'Est, un scénario différent prétend conduire à peu près à la même conclusion. Une bombe déposée à la consigne devait éclater au moment où de nombreux soldats en permission transitaient par la gare. Les perquisitions effectuées le lendemain chez des « groupes extrémistes » (notons au passage l'amalgame classique entre extrême droite et extrême gauche !) rappelaient opportunément qu'il existait un « danger extrémiste » et qu'il convenait pour préserver « l'ordre », d'avoir une police efficace pour faire la chasse à ces groupes extrémistes. Ainsi l'assassinat du jeune soldat, les graves blessures de plusieurs autres appelés, ont été mises, sans le dire explicitement, sur le compte des révolutionnaires que l'on cherche à marginaliser dans la population pour mieux les isoler et les frapper. En l'occurrence la provocation de la gare de l'Est est grossière : réduire la révolte des jeunes soldats contre l'armée bourgeoise, à l'activité de « quelques extrémistes » tromperait difficilement, les millions de jeunes qui sortent du service ou qui y sont et qui peuvent mesurer la maturation de cette révolte. On voit de même clairement qu'un tel attentat pouvait profiter à beaucoup de gens mais certainement pas à ceux qui mènent la lutte contre l'armée bourgeoise.

L'ampleur de la campagne pour justifier les opérations de Poniatowski, pour y habituer les masses, va de pair avec la volonté de la bourgeoisie de marginaliser les révoltes contre son pouvoir, et particulièrement ceux qui visent la destruction de ce pouvoir, les révolutionnaires. Une telle campagne réclame toute notre vigilance et doit être vigoureusement dénoncée.

La campagne du P "C" F sur l'emploi: des propositions pour dévoyer les luttes contre le chômage

Face au développement du chômage les révisionnistes du P « C » F ont engagé une campagne dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle se veut bruyante, à défaut d'être efficace. Il ne se passe guère de jour sans que tel ou tel groupe d'élus n'adresse à Chirac ou à Giscard, une motion de protestation ou une pétition contre l'austérité. Meetings et manifestations sur le thème des « solutions démocratiques adaptées au problème de l'emploi » sont aussi prévues, souvent en commun avec le PS, au programme de cette campagne qui se veut « de masse ».

DES PROPOSITIONS EN RETRAIT SUR LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS.

Le gros morceau dans les solutions révisionnistes du problème du chômage c'est la relance de la consommation : « Que les salaires soient augmentés, et la consommation des masses augmentera elle aussi ; ainsi pourra être enrégimé le mouvement de fermetures d'usines et d'extension du chômage partiel dans le secteur d'industrie le plus touché, celui des biens de consommation ». Tel est le raisonnement des révisionnistes, et c'est vrai qu'en apparence, il n'y a rien à redire. En apparence seulement. Evidemment tout travailleur sera d'accord pour que les salaires soient augmentés comme le proposent les révisionnistes. Tout au plus fera-t-il remarquer que le salaire de base de 1.500 F. proposé par les révisionnistes du P « C » F est bien éloigné des revendications avancées ces derniers mois dans les luttes, comme par exemple dans les luttes des postiers, où justement les révisionnistes firent tout pour empêcher de faire aboutir la revendication des 1.700 F.

Mais ce que prétendent les révisionnistes, c'est que justement ces augmentations de salaire vont réduire le chômage. Bref le P « C » F a trouvé le moyen de supprimer le chômage... sans supprimer le système capitaliste : voilà une suggestion que devraient retenir les capitalistes eux mêmes ! Malheureuse-

ment pour ces messieurs leur raisonnement bien simple ne convaincra ni les travailleurs ni les capitalistes. Le travailleur lui sait bien que les augmentations de salaire qu'il empoche servent tout juste à compenser la baisse de son niveau de vie et créent rarement une demande supplémentaire à long terme.

L'inflation a vite fait de réduire à néant cette augmentation. Le capitalisme, qui n'a pour mobile que réaliser son profit et pour cela se placer avantageusement sur le marché, sait lui que son intérêt c'est de pressurer au maximum la force de travail de son ouvrier pour abaisser ses coûts de production : même le petit capitaliste refusera la suggestion du P « C » F, qui pourtant lui jure tous les jours protection, il sait que pour préserver ses profits, pour affronter la concurrence internationale, il doit maintenir l'exploitation de ses ouvriers. En système capitaliste, let le programme commun, c'est du

chômage, lutter contre l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, moyens privilégiés aux mains des capitalistes pour économiser en dépense de force de travail. Or, des cadences, pas un mot dans la plate-forme, pas une lutte dans la pratique, pas une ligne dans le programme commun non plus. Sinon un vague vœu pieux pour la « limitation des cadences ! »

Tous ces oublis sont significatifs de la volonté des révisionnistes de ne pas lutter contre les racines du chômage, les multiples aspects sous lesquels il se cache, de leur acharnement de fait à le perpétuer.



capitalisme, comme le dit si bien Marchais !) il n'y a pas comme le prétendent les révisionnistes de système économique pour conjurer le chômage : seule la lutte résolue des travailleurs peut arracher à la classe capitaliste le maintien des emplois dans une entreprise. LIP l'a montré.

lorsque la semaine de travail y a été réduite à 3 jours !

En direction des travailleurs, les révisionnistes présentent l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes et la réduction de la semaine de travail à 40 h, comme des remèdes infaillibles au chômage. Mais, si ces revendications sont certes nécessaires, encore faudrait-il pour qu'elles soient efficaces au niveau du

chômage, lutter contre l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, moyens privilégiés aux mains des capitalistes pour économiser en dépense de force de travail. Or, des cadences, pas un mot dans la plate-forme, pas une lutte dans la pratique, pas une ligne dans le programme commun non plus. Sinon un vague vœu pieux pour la « limitation des cadences ! »

Tous ces oublis sont significatifs de la volonté des révisionnistes de ne pas lutter contre les racines du chômage, les multiples aspects sous lesquels il se cache, de leur acharnement de fait à le perpétuer.

chômage, lutter contre l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, moyens privilégiés aux mains des capitalistes pour économiser en dépense de force de travail. Or, des cadences, pas un mot dans la plate-forme, pas une lutte dans la pratique, pas une ligne dans le programme commun non plus. Sinon un vague vœu pieux pour la « limitation des cadences ! »

Tous ces oublis sont significatifs de la volonté des révisionnistes de ne pas lutter contre les racines du chômage, les multiples aspects sous lesquels il se cache, de leur acharnement de fait à le perpétuer.

chômage, lutter contre l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, moyens privilégiés aux mains des capitalistes pour économiser en dépense de force de travail. Or, des cadences, pas un mot dans la plate-forme, pas une lutte dans la pratique, pas une ligne dans le programme commun non plus. Sinon un vague vœu pieux pour la « limitation des cadences ! »

Tous ces oublis sont significatifs de la volonté des révisionnistes de ne pas lutter contre les racines du chômage, les multiples aspects sous lesquels il se cache, de leur acharnement de fait à le perpétuer.

chômage, lutter contre l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, moyens privilégiés aux mains des capitalistes pour économiser en dépense de force de travail. Or, des cadences, pas un mot dans la plate-forme, pas une lutte dans la pratique, pas une ligne dans le programme commun non plus. Sinon un vague vœu pieux pour la « limitation des cadences ! »

Tous ces oublis sont significatifs de la volonté des révisionnistes de ne pas lutter contre les racines du chômage, les multiples aspects sous lesquels il se cache, de leur acharnement de fait à le perpétuer.

chômage, lutter contre l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, moyens privilégiés aux mains des capitalistes pour économiser en dépense de force de travail. Or, des cadences, pas un mot dans la plate-forme, pas une lutte dans la pratique, pas une ligne dans le programme commun non plus. Sinon un vague vœu pieux pour la « limitation des cadences ! »

Tous ces oublis sont significatifs de la volonté des révisionnistes de ne pas lutter contre les racines du chômage, les multiples aspects sous lesquels il se cache, de leur acharnement de fait à le perpétuer.

PORTUGAL Vigilance contre les manoeuvres des 2 super puissances ! Les masses mettent en échec le coup d'Etat de SPINOLA !

La tentative de coup d'état fomentée par Spinola s'est soldée par un échec, pour lui et pour les forces politiques qui avaient investi leurs espérances dans le succès de cette tentative. Ils n'ont pu trouver d'appui suffisant dans l'armée pour mener à bien leur projet. Bien qu'il ait bénéficié du soutien de tous les droits politiques issus du parti de Caetano et de Salazar, bien qu'il ait été aidé par les grands trusts capitalistes portugais, C.U.F. Champalimaud, Espirito Santo... Spinola a été mis en échec par la rapide mobilisation des masses, le refus des soldats de participer aux opérations dans lesquelles leurs officiers putschistes les avaient engagés contre leur gré, sans révéler la nature exacte de leurs projets.

A Lisbonne, lors de l'attaque par les forces putschistes de la caserne de Sacavem, la population qui s'était massée devant la caserne sut s'opposer à l'attaque, convaincre les soldats parachutistes de désobéir aux ordres qu'ils avaient reçus. Les manifestations massives contre le coup d'état, qui ont été organisées le jour même de la tentative dans la plupart des villes du Portugal, donnent la mesure de la mobilisation des masses pour combattre toute renaissance de forces fascistes, qu'elles ont renversé le 25 avril.

Cette tentative de coup d'état n'a surpris personne au Portugal, et surtout pas les travailleurs. Par deux fois déjà, en juillet et en septembre, Spinola, alors qu'il était président de la république, avait tenté, en s'appuyant sur l'aile la plus ouvertement réactionnaire de la bourgeoisie, d'évincer la fraction de « gauche » du M.F.A., et parallèlement de limiter les revendications des masses. Par deux fois il avait échoué, les masses s'étaient mobilisées, et à l'intérieur du M.F.A. le point de vue des officiers de « gauche » appuyés par le P « C » F avait finalement prévalu. Dans le même ordre de tentative, dans le cadre de la préparation des élections d'avril 75, fleurissaient de toutes parts des nouveaux partis (Parti de la Démocratie Chrétienne, Centre démocratique et social...) qui n'étaient rien d'autre que des formes déguisées de l'organisation de politiciens fascistes compromis dans les régimes de Salazar et de Caetano. Le Parti Populaire Démocratique (P.P.D.), qui participait, jusqu'au coup d'état, à la coalition gouvernementale, il est même allé, jusqu'à disputer au parti socialiste portugais sa place à l'Internationale Socialiste, pour s'élever aux côtés des Mitterrand, Schmidt, Wilson..., entretenait avec le PDC et le CDS les

meilleurs rapports. Les masses avaient su discerner le danger que recelait la réapparition ouverte, affirmée des fascistes dans leur vie politique, et elles s'étaient mobilisées de nombreuses fois pour empêcher ces gens là d'agir, en décembre, par exemple pour empêcher la tenue du Congrès du CDS, au début mars lors d'un meeting du PPD à Sétúbal. Le fait que les manifestants aient investi, dès l'annonce du coup d'état, les sièges de ces partis « démocratiques », révèle l'identification claire que font les masses entre ces gens là et les auteurs du coup d'état.

La proximité des élections, avec le débat qui s'était instauré entre le M.F.A. et les autres partis sur le rôle futur du M.F.A., les partis qui seraient autorisés à participer à la campagne électorale, le déroulement de cette campagne, la nature des réformes économiques à entreprendre... avait largement contribué à engendrer les contradictions au sein même des classes dominantes, et à l'intérieur de l'armée entre les tenants d'un retour à Spinola et les partisans de la poursuite d'une expérience de « gauche » avec le M.F.A. Le 11 mars, ce sont les seconds qui ont marqué des points.

Mais pour les masses portugaises l'issue du 11 mars, et la victoire importante qu'elles ont enregistré sur les forces fascistes renaisantes, laissent toute une série de problèmes non résolus. Car ce ne sont pas les récentes mesures prises par le M.F.A., dès le lendemain du coup d'état, qui peuvent répondre aux questions qui se posent. La mise en prison des Champalimaud, De Nêto (actionnaires importants de la CUF), des Espirito Santo, la nationalisation des banques (à l'exclusion des filiales de banques étrangères) et des compagnies d'assurances, la décision d'épurer le G.N.R. (la police), l'institutionnalisation du M.F.A., c'est-à-dire la reconnaissance au delà des élections prévues en avril du rôle politique que jouera le M.F.A. dans la fixation d'un certain nombre de lois, dans la désignation des candidats à la présidence de la république... toute cette série de mesures ne s'identifie pas aux intérêts révolutionnaires des travailleurs, aux aspirations du peuple portugais à la suppression de l'exploitation capitaliste. Par exemple, la nationalisation du secteur bancaire et du secteur des assurances ne signifie aujourd'hui rien d'autre que la constitution d'un important secteur d'état capitaliste, dans lequel une partie de la bourgeoisie portugaise voit une issue aux très graves problèmes économiques qu'elle affronte, à l'évasion massive des capitaux...

Les masses portugaises ne peuvent se laisser abuser et confondre le pouvoir exercé aujourd'hui par le M.F.A. avec le pouvoir qu'elles doivent exercer. C'est évident, le M.F.A. ne constitue pas un bloc monolithique : le fait même que les officiers putschistes du 11 mars en étaient issus pour la plupart, le fait que lors des élections toutes récentes au « Conseil d'Armée » un certain nombre d'officiers de « gauche » avaient été battus au profit d'officiers spinolistes, montre la diversité du M.F.A. même s'il est dominé aujourd'hui par des officiers de « gauche ». Mais les travailleurs ne peuvent laisser identifier leurs intérêts avec cette « gauche » du M.F.A. sous prétexte qu'elle lutte contre le coup d'état.

Derrière ces officiers et les liens qu'ils entretiennent avec le parti révisionniste de Cunha, se profile une politique qui n'est pas celle des travailleurs. Il est significatif par exemple, que dans toutes les mesures prises au lendemain du putsch aucune n'ont concerné les revendications immédiates des masses, refusées par les précédents gouvernements, qu'il s'agisse de la dévalorisation des salaires (au nom de la grave situation économique), de supprimer les clauses limitant les droits de grève (prévu, interdiction d'occuper les usines...).

Les contradictions dans le M.F.A. et les intérêts contradictoires qu'il essaie de représenter, doivent aussi être rapportés à la pression des deux super puissances et à leur rivalité qui s'exerce sur le Portugal et font peser un grave danger de déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

L'impérialisme US du temps de la dictature fasciste Salazar-Caetano, avait incliné le Portugal dans sa zone d'influence, y avait implanté des bases militaires de l'OTAN. Aujourd'hui l'aspiration à la révolution du peuple portugais met en danger cette domination d'autant plus que l'autre super puissance, le social impérialisme soviétique, tente de profiter de la situation pour s'infiltrer, prendre pied dans le pays, se faire accorder des passe-droits. L'aide de l'impérialisme US aux putschistes du 11 mars ne semble pas faire de doutes : l'ambassadeur US a été souvent mis en cause et la biographie de ce personnage (ambassadeur au Congo-Kinshasa en 60, et au Brésil en 64 au moment où précisément l'impérialisme US tramait de sinistres complots dans ce pays) est assez révélatrice. Les milieux de l'OTAN s'affirment très affectés par le déroulement

de la situation au Portugal, et certains parlent en sous-main de la nécessité de fonder une intervention. De son côté le social-impérialisme soviétique, vient de faire demander l'octroi d'un point de relâche à Madère pour sa « flotte marchande » ; quand on sait que sous le vocable de « flotte marchande », les nouveaux tars du Kremlin cachent la plupart du temps des navires espions, et qu'une base de l'OTAN est à proximité de Madère, on voit tout de suite de quoi il s'agit. Les moyens de pression du social-impérialisme soviétique sont considérablement renforcés, par l'existence d'un parti révisionniste influent, capable de dupes les masses, et aussi influent jusque dans les rangs du M.F.A. La conjonction des positions du P « C » F et de la « gauche » du M.F.A. sur toute une série de questions n'a rien de fortuite. Le P « C » F qui n'a jamais développé de graves contradictions avec les révisionnistes soviétiques (contrairement à de nombreux partis révisionnistes d'Europe, il avait approuvé des deux mains l'agression en Tchécoslovaquie), constitue ainsi un relais exceptionnel pour les manoeuvres et les intrigues du social-impérialisme soviétique.

C'est contre ces dangers que les masses portugaises doivent se mobiliser aujourd'hui. Leurs aspirations révolutionnaires maintes fois démontrées depuis le 25 avril, ne doivent pas être dévoyées dans le capitalisme d'état préconisé par le parti révisionniste. Leurs luttes pour le renversement de l'exploitation capitaliste doit prendre pour cible non seulement les vestiges des forces politiques passées, qui tentent de renaître, mais toutes forces politiques bourgeoises camouflées sous le visage de « gauche » ou de « contre ».

Cette tâche doit être étroitement combinée à la lutte pour l'indépendance, à la lutte contre les graves menaces que font courir les deux super puissances par leur rivalité. En aucun cas le peuple portugais ne pourrait faire confiance au M.F.A. et aux classes dominantes portugaises pour lutter jusqu'au bout contre les tentatives d'asservissement de leur pays. L'impérialisme US, mis en échec avec la débâcle de Spinola, n'a pas renoncé à fonder d'autres attaques pour se soumettre le Portugal : le peuple portugais doit se préparer. De même, il doit être prêt à faire face à toutes les manoeuvres du social-impérialisme et des forces politiques qui sont prêtes à lui faciliter la tâche. Cette lutte n'est nullement incompatible avec la lutte pour la révolution au Portugal, c'est son complément indispensable.

va paraître : REVOLUTION PROLETARIENNE N° 3

24 et 25 FEVRIER : 2ème CONGRES NATIONAL DU CAMBODGE



Les Patriotes viennent d'abattre un avion ennemi

LES AMBASSADES DE PHNOM PENH SE VIDENT

Des avions français font la navette de Bangkok à Phnom Penh pour évacuer le personnel français et d'autres pays européens. Les uns après les autres, ceux qui jusqu'au bout ont apporté leur confiance et leur soutien au régime Lon Nol doivent quitter le navire pour ne pas sombrer avec lui. C'est un signe éclatant de l'agonie du régime Lon Nol au cours de la dernière semaine.

Autre signe : l'aéroport de Pochentong, « poumon » du régime, est devenu un aéroport de fortune, d'une grande insécurité, à la suite des bombardements devenant de plus en plus nombreux et précis des Forces Armées Populaires de Libération. Dans la semaine plusieurs avions ont été détruits au sol ; 200 tonnes de munitions récemment

LES TRAITRES A L'AGONIE LE NOUVEAU CAMBODGE S'EDIFE DANS LES ZONES LIBEREES

amenées par le pont aérien US ont été atteintes par les tirs des patriotes et ont explosés. La tour de contrôle est hors d'état ; pour guider les avions les américains utilisent d'autres avions en vol.

Enfin les derniers jours ont été marqués par un minable balais des « ministres fantoches ». Sosthène Fernandez, le chef de l'armée, a été démissionné, ainsi que Long Boret le premier ministre. C'est la répétition d'une tentative de changer le personnel politique fantoche. Mais Long Boret est à nouveau premier ministre faute de candidats, il a de multiples difficultés pour rassembler une nouvelle équipe de gouvernement.

Cambodge pour « protéger l'évacuation des Américains » en poste au Cambodge. Le représentant du GRUNK en France déclarait récemment : « Une opération combinée de l'aviation américaine et de l'infanterie de Saïgon n'est pas impossible. Certes les conditions seraient aléatoires (d'autant plus que les troupes Saïgonaises sont de plus en plus détreillées au Vietnam en ce moment, NDLR). Mais les Américains pourraient tenter un coup éclair. Ils pourraient aussi constituer des troupes mercenaires avec par exemple les anciens de Vang Pao du Laos (!). Quoiqu'ils fassent, ils pourraient prolonger le régime Lon Nol de 3 ou 4 mois mais le sauver est impossible ».

LES AMERICAINS S'EDIFIE

Tandis que le régime Lon Nol se décompose et s'effondre, l'administration du GRUNK se renforce, le 2e Congrès National du Cambodge tenu les 24 et 25 février en zone libérée, avec la participation des 273 délégués de toutes les régions, l'a montré.

Le 2ème congrès a réaffirmé la volonté du peuple cambodgien d'éliminer la clique des traîtres, de mettre fin à l'agression US. Il a également pris d'importantes mesures qui consolident la politique d'indépendance du Cambodge libéré : « Le congrès déclare qu'à partir de ce jour le riel (monnaie cambodgienne) des traîtres n'a plus cours et qu'un nouveau riel émis par le FUNK et le GRUNK va être mis en circulation... jusqu'à présent, dans la zone libérée, aucun obstacle n'a pu gêner la bonne marche de



Dans les zones libérées, les masses populaires prennent en main le problème de l'irrigation des cultures.

l'économie, des finances et de la guerre de libération nationale, ni perturber la vie de la population grâce à l'application d'une politique économique et financière basée sur le troc qui permet de mettre fin progressivement à l'utilisation du riel de l'ennemi. En 1973, le riel de l'ennemi n'entre que pour 15 % dans toutes les activités d'échange dans la zone libérée. En 1974, cette proportion est ramenée à 5 %, en janvier 75 à 1,5 % et à partir de la mi-février, l'utilisation du riel de l'ennemi en est totalement bannie. A l'avenir, la pratique du troc continuera comme jusqu'à présent, et le nouveau riel émis par le FUNK et le GRUNK sera mis progressivement en circulation. Ainsi, de nouvelles possibilités sont offertes pour le développement de l'économie et des finances au service du peuple et de la guerre de libération nationale ».

Fort de ses victoires le peuple cambodgien sous la direction du FUNK et du GRUNK a déjà entrepris l'édification du nouveau Cambodge à tous les niveaux, fondé sur l'éducation politique et la mobilisation de tout le peuple. D'importantes réalisations ont été réussies dans l'irrigation, dans la production des biens nécessaires à la production, au peuple et aux forces armées. Telle est la force réelle contre laquelle les bombardements US, la terreur fantoche, la politique de Khmérisation ont échoué. Telle est la force qui portera le peuple cambodgien à la victoire, et qui permettra au GRUNK de s'installer dans sa capitale Phnom Penh. Contre la volonté d'une super-puissance dont l'empire en Indochine se démantèle sous les coups des peuples cambodgien, vietnamien, et lao, dont l'empire dans le monde est ébranlé par ses défaites et l'exemple que les glorieux peuples indochinois donnent aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qui luttent contre le colonialisme, le néo-colonialisme et les tentatives d'hégémonie des super-puissances.

réalisations ont été réussies dans l'irrigation, dans la production des biens nécessaires à la production, au peuple et aux forces armées. Telle est la force réelle contre laquelle les bombardements US, la terreur fantoche, la politique de Khmérisation ont échoué. Telle est la force qui portera le peuple cambodgien à la victoire, et qui permettra au GRUNK de s'installer dans sa capitale Phnom Penh. Contre la volonté d'une super-puissance dont l'empire en Indochine se démantèle sous les coups des peuples cambodgien, vietnamien, et lao, dont l'empire dans le monde est ébranlé par ses défaites et l'exemple que les glorieux peuples indochinois donnent aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qui luttent contre le colonialisme, le néo-colonialisme et les tentatives d'hégémonie des super-puissances.

Grégoire CARRAT.

Note
Van Pao est un « général » mercenaire qui avait levé les troupes financées par la CIA au Laos, afin de combattre le Front Patriotique Lao.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

GARE A LA REVANCHE, LA COMMUNE VAINCRA ! (2)

“ Voulez-vous savoir à quoi ressemble une dictature prolétarienne ? Regardez la Commune de Paris ; c'était la dictature du prolétariat ” Engels

Au soir du 18 mars, le Paris du prolétariat est en fête : Paris lui appartient, la bourgeoisie battue s'est réfugiée à Versailles. C'est la fin de son règne c'est l'aube du monde des prolétaires. Un seul mot d'ordre est dans toutes les têtes : « à l'œuvre donc et vive la Commune ! ».

Dans cet article et les suivants, nous allons revoir les enseignements que nous ont laissés les Communards : par ses succès, une démocratie 10.000 fois plus démocratique que toutes les démocraties bourgeoises ; un peuple en armes qui lutte pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et contre toutes les tares de l'ancienne société ; mais aussi par la raison de ses échecs : l'absence d'une direction politique et militaire clairvoyante que seul aurait pu exercer un parti armé d'une théorie révolutionnaire scientifique qui allait causer la défaite provisoire du prolétariat.

DANS LES CLUBS, LES JOURNAUX, LE PEUPLE PREND LA PAROLE

C'est l'enthousiasme et l'initiative révolutionnaire des masses qui furent la source de la puissance de la Commune. Elles s'exprimèrent dans les affiches, les journaux, les réunions qui se multipliaient. La liberté de presse, de réunion n'ont plus rien de formel. Rien à voir avec les libertés octroyées par

Napoléon III, rien à voir avec les libertés octroyées aujourd'hui par la même bourgeoisie. En prenant le fusil pour chasser la bourgeoisie, le peuple s'empara aussi du droit à la parole. Dans les journaux c'était ses aspirations, ses propositions qu'on lisait ; dans le club ce n'était plus l'orateur « professionnel » qui sait bien parler face à un auditoire passif et muet, mais le débat largement ouvert entre tous ceux qui voulaient construire le nouveau monde.

Dès le début du siège la situation change : leur nombre se multiplie, les salles sont archicomblées, ils commencent à devenir des lieux de débat populaire. L'ordre du jour est toujours le même : la défense de Paris. Les attaques contre le gouvernement provisoire de Trochu sont de plus en plus violentes. Et pour remplacer ce gouvernement de capitulards qui est en vain de livrer Paris à Bismarck, les clubs de Belleville et Ménilmontant rédigent des pétitions réclamant une Commune Révolutionnaire à Paris. « La Commune, c'est le droit du peuple, c'est la rationnement égal, c'est la levée en masse et la punition des traîtres ! La Commune... enfin c'est la Commune ! » (club Favié, 6 janvier 1871). Pendant 3 mois, on va discuter ferme, contre tous ceux qui reprennent l'idée de Commune pour le vider de tout contenu révolutionnaire et en faire un simple instrument municipal. La bourgeoisie inquiète interdit les clubs le 23 janvier. Le soir du 18 mars, ils se réforment immédiatement, plus nombreux et plus ani-

més que jamais. Ils reprennent leurs anciens locaux (salle Favié, Élysée Montmartre, salle Ragache) et investissent les églises, ces « boutiques à messe ». « Le club communal Nicolas des Champs a pour mission d'ouvrir ou d'aider les citoyens des autres arrondissements à ouvrir les églises pour que le peuple puisse s'y réunir le soir et parler de ses affaires ». Les chaires appartiennent aux orateurs révolutionnaires, le drapeau rouge recouvre le crucifix. « Le nombre des membres est illimité » proclame l'un d'eux. Certains ont une organisation rudimentaire, d'autres des statuts.

Pour tous les clubs, l'objectif est clair. Être l'expression de la volonté populaire celle du prolétariat. « Approchez-vous des groupes, écoutez. Tout un peuple s'entretient de choses graves ; pour la 1ère fois, on entend les ouvriers échanger leurs appréciations sur des problèmes qu'avaient abordés jusqu'ici les seuls philosophes. Un nouveau siècle vient d'éclorer... »

Mais ils voulaient être plus que cela : construire l'état prolétarien, devenir en quelque sorte les cellules de base de cet Etat de type nouveau. Faire connaître la volonté populaire à la Commune, collaborer à son œuvre et la contrôler.

DETRUIRE LE REGIME PARLEMENTAIRE POURRI

C'est dans les clubs que les candidats aux élections du Conseil de la Commune viennent présenter leur programme. Au cours de cette campagne, les idées qui avaient mûri pendant le siège se précisent. Les hommes élus le 26 mars ne le sont pas pour leurs talents d'orateurs : « pas d'avocats ! plus d'avocats ! » lance-t-on dans tous les clubs. On leur fait confiance pour les avoir vus pendant le siège, pour leurs activités militantes. Mais il ne s'agit plus de se décharger sur eux, comme l'imposait la bourgeoisie avec ses députés. « La souveraineté du peuple ne doit jamais abandonner son droit de surveillance sur les actes des mandataires ». (club Nicolas des Champs). « Ne vous pressez pas de juger et de décider au nom du peuple et à sa place. Restez dans votre rôle de simples commis... le peuple est les des sauveurs ; il entend dorénavant discuter leurs actes ». Le principe de « la responsabilité des mandataires et par conséquent leur révocabilité permanente » affirmé dans la Charte Politique de la Commune, c'est une rupture importante avec la forme parlementaire de l'état bourgeois qui se trouve ainsi brisée.

BRISER L'APPAREIL D'ETAT BOURGEOIS

L'armée qui tirait sur les grèves pendant l'empire (14 morts à Aubin, 14 morts à la Ricamarie en 1869) la police, la nuée de

CLUB RÉPUBLICAIN
Démocratique et Socialiste

Du XIII^e Arrondissement

RÈGLEMENTS ET STATUTS

ARTICLE PREMIER. Il est fondé à Paris un Club qui prend le nom de : Club démocratique socialiste du XIII^e arrondissement.

ART. 2. Le nombre des membres du Club est illimité.

But du Club.

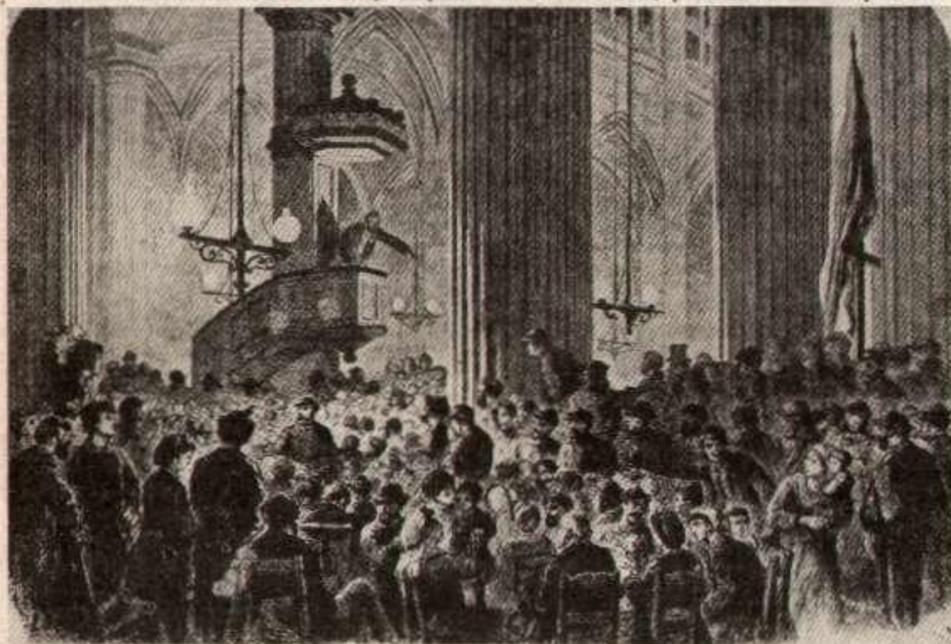
ART. 3. Le Club démocratique socialiste du XIII^e arrondissement a pour but d'étudier tous les problèmes politiques et sociaux relatifs à l'affranchissement du travail et à l'émancipation des travailleurs, d'en poursuivre la solution par les moyens révolutionnaires, et d'user de son influence pour provoquer l'insurrection du travail contre toutes tentatives de restauration monarchique ou tous actes d'un gouvernement quelconque qui pourraient arrêter ou différer l'avènement de la République démocratique et sociale.

fonctionnaires parasites « aux traitements scandaleux » qui roulaient sur l'or, pendant que le peuple crevait de faim, tout cela est jeté à bas. Le 1er décret de la Commune dissout l'armée permanente de la bourgeoisie. C'est le peuple en armes qui assure la défense du nouvel état. Les 3000 membres du club de la Révolution votent une motion qui exige « la suppression de la magistrature, l'anéantissement des codes et leur remplacement par une commission de justice, chargée d'élaborer un projet de lois en rapport avec les nouvelles institutions et aspirations du peuple ».

Tous les fonctionnaires versaillais sont déchus, désormais le fonctionnement des services publics est assuré par un personnel réduit d'un quart, payés à égalité avec les ouvriers, responsables et révocables devant le peuple.

En quelques semaines, les Communards démontraient aux prolétaires et aux peuples de tous les pays que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte » (Marx). Cette machine d'Etat bourgeoise démolie, brisée, ils la remplaçaient par « l'organisation du prolétariat en classe dominante » par « la conquête de la démocratie ». C'est cette « conquête de la démocratie » dont nous aurons aussi à apprendre.

Joëlle FECLAZ



Séance du Club Nicolas-des-Champs dans l'église du quartier

700 médecins contre leur conseil de l'ordre

Depuis quelques semaines, sous l'impulsion du Groupe Information Santé (G.I.S.), plusieurs centaines de médecins ont engagé une lutte ouverte contre « leur » Conseil de l'Ordre.

Le Conseil de l'Ordre des médecins prétend en effet régenter la profession médicale toute entière et cela pour « l'indépendance de la médecine au service des malades ».

D'où vient cette institution apparemment si soucieuse de la santé des malades ? Comme d'autres Conseils de l'Ordre visant à réglementer l'exercice d'autres professions « libérales », le Conseil de l'Ordre des médecins est directement issu du régime hitléro-fasciste de Pétain. Le régime pétainiste voulait en effet promouvoir une authentique médecine française, une médecine « libérale ».

L'article 8 du code de déontologie de l'Ordre des médecins expose ce qu'il faut entendre par médecine libérale : « libre choix du médecin par le malade ; liberté des prescriptions du médecin ; entente entre malades et médecins, en matière d'honoraires ; paiement direct des honoraires par le malade au médecin ». Tout travailleur, qui sait ce qu'il en est de sa liberté de choisir un patron, comprendra de quelle « liberté » il s'agit là : la liberté pour la bourgeoisie et ses

médecins d'écraser le prolétariat.

En même temps l'Ordre nouveau des médecins se montrait un dévoué collaborateur de Pétain : à la demande des fascistes, il confectionnait des listes de médecins « ne pouvant plus exercer pendant l'Occupation ». Les médecins communistes, résistants et juifs se voyaient ainsi désignés à la répression.

À la Libération, le régime a changé, mais la bourgeoisie est restée au pouvoir ; le Conseil de l'Ordre des médecins aussi. Les gaullistes et le PCF lui ont conservé son existence et ses attributions. Depuis, il est demeuré imperturbablement fidèle à sa ligne ultra-réactionnaire qui consiste à faire de la médecine un corps étranger, hostile aux travailleurs en proie aux maladies et aux accidents secrétés par l'organisation capitaliste du travail et de la vie.

Néanmoins, dès la Libération, une contradiction a commencé à se développer entre les positions ultra-réactionnaires du Conseil de l'Ordre des médecins et les positions dominantes à l'intérieur de la bourgeoisie (les positions qui correspondaient aux intérêts de la classe capitaliste dans son ensemble).

Prenant prétexte de la prétendue « autonomie » de la médecine par

rapport à la société, le Conseil de l'Ordre ne voulait rien céder aux travailleurs. La moindre réformette se heurtait à son hostilité déclarée et mettait en péril les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie. Il s'est opposé jusqu'au bout au système du conventionnement, trahison, d'après lui, du principe déontologique suivant lequel le médecin et le malade fixent « librement » le montant des honoraires. Dans la période récente, il s'est opposé, avec des arguments carrément fascistes, à la liberté de la contraception et de l'avortement (au principe même de leur liberté)

— à la contraception car « quand les peuples gavés de pilules et ravagés par les contraceptifs se trouveront en présence de milliards de Jaunes débordant de leur continent, il sera trop tard pour revenir à la loi de 1920 ».

— à l'avortement, car « en observant la qualité nominale des 343 délinquantes (il s'agit des « salopes » qui avaient signé en 72 un manifeste où elles affirmaient s'être déjà fait avorter, malgré la législation répressive de 1920), l'orthographe et la résonance de leur nom patronymique, je (il s'agit de Lortat-Jacob, président du Conseil de l'Ordre) me suis rendu compte à l'évidence qu'elles n'apparaissent pas très catholiques ».

Par contre, le Conseil d'Ordre se montre le zélé défenseur de la frange la plus réactionnaire du patronat. Il a collaboré à la mise en place d'organismes de contrôle patronaux des certificats d'arrêts de travail délivrés par les médecins conventionnés.

De telles prises de positions ne peuvent que gêner l'appareil politique actuel de la bourgeoisie. Ce n'est évidemment pas le Conseil de l'Ordre qui contribue à réhausser l'image « libérale » du régime. Et Giscard, par l'intermédiaire de Veil, ministre de la santé, n'a pas hésité à critiquer, en plein débat parlementaire, les positions prises par le Conseil de l'Ordre sur la question de l'avortement.

Dans ce domaine aussi, il est certain que le vent de la « réforme » va souffler. La lutte engagée contre le Conseil de l'Ordre ne fait que précipiter le mouvement.

Les réformistes du PS, eux aussi, sentent le vent souffler. Ils tentent de prendre la direction du mouvement (auquel les révisionnistes s'opposent ouvertement) en proposant la dissolution pure et simple du Conseil de l'Ordre des médecins.

Voie réformiste ou voie révolutionnaire ? La question n'est pas encore tranchée à l'intérieur du mouvement des médecins, ni mé-

me à l'intérieur du Groupe Information Santé. Car la dissolution du Conseil de l'Ordre — revendication juste, qu'il faut soutenir — ne transformera pas à elle seule les conditions d'exercice de la médecine en régime capitaliste. Substituer au Conseil de l'Ordre un syndicat de médecins reviendrait simplement à donner une forme juridique nouvelle au rapport d'exploitation et d'oppression des travailleurs à l'appareil médical et sanitaire.

La voie révolutionnaire qui se dégage dans la lutte contre la voie réformiste consiste au contraire à se saisir de la lutte tactique engagée contre le Conseil de l'Ordre des médecins pour faire avancer parmi les travailleurs l'idée d'une médecine radicalement différente, une médecine qui ne partirait plus des luttes d'intérêts entre fractions de médecins mais des besoins des travailleurs en matière de santé ; une médecine qui ne substituerait pas une idéologie scientifique, à la nécessité de la révolution prolétarienne mais qui lierait indissolublement son exercice et ses transformations à la transformation des conditions matérielles d'existence des masses. Une médecine qui progresserait en liaison constante avec l'avancée du mouvement révolutionnaire.

Serge MICHEL.